

*Tribunal
administratif
du travail*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2023 – 2024

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements généraux de l'Opposition

#	Liste des questions
RG1	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2022-2023:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;g) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- résultats obtenus à ce jour;i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
RG3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) le but visé par chaque dépense;e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
RG4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :</p> <p><u>Par le cabinet ministériel :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;d) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p><u>Par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;f) le but visé par chaque dépense;g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RG5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RG6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RG9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

RG10 Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

RG11 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) les distributeurs d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RG12 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) les coûts d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
RG13	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); <ul style="list-style-type: none"> - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi; q) le nombre de postes vacants.
RG14	<ul style="list-style-type: none"> a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de départs à la

#	Liste des questions
	<p>retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.</p> <p>b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</p> <p>c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
RG15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;</p> <p>b) la superficie totale pour chaque local loué;</p> <p>c) le coût total de ladite location;</p> <p>d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</p> <p>e) la durée du bail;</p> <p>f) le propriétaire de l'espace loué;</p> <p>g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;</p> <p>h) la superficie totale réellement occupée;</p> <p>i) la superficie inoccupée;</p> <p>j) le coût de location au mètre carré;</p> <p>k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>
RG16	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :</p> <p>a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;</p> <p>b) La valeur estimée de ceux-ci;</p> <p>c) Les coûts d'entretien annuel;</p> <p>d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>
RG17	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <p>a) la ou les dates des travaux;</p> <p>b) les coûts;</p> <p>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
RG20	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne;</p> <p>b) le poste occupé;</p> <p>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</p> <p>d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;</p> <p>e) la date de l'assignation hors structure;</p> <p>f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;</p> <p>g) les prévisions pour 2023-2024.</p>

- RG23 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- RG24 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :
- le coût de chacun;
 - le fournisseur;
 - la nature du service;
 - s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.
- Ventiler le montant total par catégories.
- RG25 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- RG26 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :
- le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site.
- RG27 Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- les régions et les villes visitées;
 - les personnes rencontrées;
 - pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - les raisons du déplacement;
 - l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - les coûts ventilés;
 - le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

#	Liste des questions
RG33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG40	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
RG42	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
RG43	<p>Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.
RG44	<p>Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias

#	Liste des questions
	<p>communautaires et le montant;</p> <p>b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.</p>
RG46	<p>Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :</p> <p>a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;</p> <p>b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination</p> <p>c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.</p>
RG47	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure:</p> <p>e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;</p>
RG48	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure:</p> <p>h) Plan d'action de développement durable.</p>
RG51	<p>Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :</p> <p>a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;</p> <p>b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;</p> <p>c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;</p> <p>d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;</p> <p>e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.</p>
RG52	<p>Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.</p>
RG53	<p>Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :</p> <p>a) Les sommes dépensées;</p> <p>b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);</p> <p>c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</p>
RG56	<p>Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus;</p> <p>b) Heures de stages effectués;</p> <p>c) Rémunération totale déboursée.</p>
RG64	<p>Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.</p>

#

Liste des questions

- RG68 Pour 2022-2023, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - a) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
- RG69 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2022 figurent sur le site internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*. <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023.
 19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
-

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi.
 22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
 29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
 30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
 32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
 37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
 38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
 39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
 41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi.
 50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
 59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
 60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
 65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
-

Questions dont les réponses se retrouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :
55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :
57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Questions qui ne trouvent pas application pour le Tribunal administratif du travail.

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu.
28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.
35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.
61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Question dont la réponse sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 du Tribunal administratif du travail

67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Aucun voyage à l'extérieur du Québec n'a été effectué entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). www.tat.gouv.qc.ca

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et diffusée sur le site du Tribunal administratif du travail. <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

SOURCE :

COLLABORATION : Service des communications

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- i) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

- e) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2023, ventilées par type d'événement :

2 582 \$ pour la réservation d'un espace au salon des exposants à l'événement *Le Grand Rendez-vous de la CNESST – Montréal 2022*

- f) le but visé par chaque dépense :

Faire connaître le Tribunal au grand public.

Les sous-questions **g)** et **h)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement :

Aucune

- b) le but recherché par chaque dépense :

Sans objet

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu :

Québec Numérique

Les sous-questions **c)** et **f)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les sous-questions **d)**, **e)**, **h)** et **i)** sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23) : <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/accès-a-l'information>

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Voici la liste des contrats octroyés entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023 :

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Artopex inc.	Acquisition de mobilier pour salles de repos	Gré à gré	2 957 \$
Atelier Plastica	Acquisition de plexiglass anti-postillons	Gré à gré	4 923 \$
Barreau de Montréal	Location d'un kiosque pour le salon Visez Droit 2023	Gré à gré	1 241 \$
Bédard, Hélène	Formation sur la déontologie	Gré à gré	2 440 \$
Comnet Technologies	Renouvellement de la licence Voxlog	Gré à gré	3 500 \$
Compagnie de sécurité Côté	Acquisition d'un système d'alarme et anti-agression	Gré à gré	12 795 \$
Cormier, Maxime	Formation : L'asthme professionnel	Gré à gré	1 000 \$
CPS Média inc.	Location d'un kiosque pour le Grand Rendez-vous de la CNESST	Gré à gré	1 575 \$
D Solutions	Renouvellement de la licence des logiciels antivirus	Gré à gré	5 554 \$
Denis, Isabelle	Formation : Le rachis cervical	Gré à gré	500 \$
Denys, Denis Dr	Formation : Les facteurs de risques ergonomiques (...)	Gré à gré	500 \$
Dubuc, Dominique	Formation : Diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle	Gré à gré	800 \$
Gauthier et associés designers inc.	Conception d'un visuel Web	Gré à gré	9 145 \$
Groupe Edgena	Formation : Gestion de la messagerie de Microsoft 365	Gré à gré	2 460 \$
Groupe GCRH	Formation : Team building et connaissance de soi	Gré à gré	1 500 \$
INSO	Installation et configuration d'équipements pour salles d'audience numérique	Gré à gré	24 356 \$
Lévesque, Jacques	Service de traduction	Gré à gré	24 000 \$
Libéo inc.	Hébergement des sites internet	Gré à gré	5 340 \$

Mayline Confection	Achat de carte de Noël « à semer »	Gré à gré	1 978 \$
Micro-Logic	Renouvellement de la licence Global Protect	Gré à gré	1 911 \$
Micro-Logic	Renouvellement du soutien informatique pour PaloAlto	Gré à gré	1 372 \$
Micro-Logic	Acquisition de batteries de secours (UPS)	Gré à gré	12 510 \$
Micro-Logic	Acquisition de batteries de secours (UPS)	Gré à gré	7 250 \$
Migneault, Stéphane	Formation : Faire son bilan de santé émotionnelle	Gré à gré	4 800 \$
Notarius	Renouvellement de la licence de signature électronique ConsignoCloud	Gré à gré	19 200 \$
Novipro	Acquisition de 4 To pour les copies de sécurité du logiciel Simpana	Gré à gré	24 908 \$
Numérix	Impression du calendrier 2023-2024	Gré à gré	2 855 \$
PFT Solutions	Renouvellement de la licence Zoom pour un mois	Gré à gré	6 181 \$
PFT Solutions	Renouvellement de la licence Zoom pour un mois	Gré à gré	6 181 \$
PG Solutions	Renouvellement de la licence SYGED	Gré à gré	4 267 \$
Réseau Internet Québec	Service de relais de courrier entrant sécurisé (RCES)	Gré à gré	11 976 \$
Réseau Internet Québec	Service d'environnement cloisonné	Gré à gré	24 000 \$
Le Saint	Conception du Rapport annuel de gestion 2022-2023	Gré à gré	11 960 \$
Sherpa Médiation	Formation : Les biais du conciliateur et des parties	Gré à gré	2 000 \$
Soucy, Béatrice Dre	Formation : Le rachis cervical	Gré à gré	1 000 \$
Simple Vote	Service de gestion clé-en-main pour des votes électroniques	Gré à gré	4 900 \$
Solotech inc.	Acquisition et installation de câblage	Gré à gré	1 170 \$
Solotech inc.	Acquisition et installation d'équipements audio-visuels	Gré à gré	3 764 \$
Solutions Victrix	Banque d'heure pour du soutien de Sharepoint	Gré à gré	24 500 \$
Sylvie Trépanier photographe	Service de photographe pour la prise de photos des nouveaux juges	Gré à gré	1 894 \$
Sylvie Trépanier photographe	Impression de photos	Gré à gré	1 803 \$
Team Viewer	Renouvellement de la licence Team Viewer	Gré à gré	6 210 \$
Université de Sherbrooke	Cours d'anglais	Gré à gré	18 554 \$
Ytria	Renouvellement de la licence EZ pour HCL Notes	Gré à gré	4 536 \$
Total :			316 265 \$

Les sous-questions **b), d), f) et g)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée sur le site du Tribunal administratif du travail. <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Aucun projet n'a été initié en 2022-2023.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressource informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG10

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Le TAT n'héberge aucune donnée infonuagique.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 13 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) les distributeurs d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

Photocopie :	4 171 \$
Mobilier de bureau :	0 \$
Ameublement :	0 \$
Décoration et l'embellissement :	0 \$
Distributeurs d'eau de source :	0 \$
Frais de transport :	13 324 \$
Frais d'hébergement :	9 232 \$
Frais de repas :	6 496 \$
Frais d'alcool et de fêtes :	4 352 \$

Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

Les sommes dépensées à ce chapitre par la haute direction sont de :

- I. a) au Québec : 1 442 \$
- II. b) à l'extérieur du Québec : 0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme :

81,16 \$

c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme :

0 \$

d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu :

0 \$

Les sous-questions **e)**, **i)**, et **j)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions **a)**, **f)**, **g)** et **h)** l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25). www.tat.gouv.qc.ca

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements

hospitaliers.

- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre d'employés permanents et temporaires.
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024: le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

.../2

Les réponses aux sous-questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n) et p) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

Le Tribunal n'a pas aboli de poste en 2022-2023.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le Tribunal n'a pas de poste vacant, autre que ceux actuellement en processus de dotation.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG14

- a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) **Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) **Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

77 remplacements ont été effectués conformément au Plan de gestion des ressources humaine et en conformité avec la cible NHT établie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) **Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

11 retraités.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

Vous trouverez les réponses aux questions **a), b), c), d), e), f), g)** dans le tableau suivant :

Adresse	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Montant du loyer
625, boul. Laflèche, Baie-Comeau	Société en commandite Laflèche	251,71	55 338,48 \$
227, rue Racine Est, Chicoutimi	Société québécoise des infrastructures	635,62	155 505,60 \$
50, rue Dunkin, Drummondville	9078-3739 Québec inc.	606,55	104 483,52 \$
96, montée de Sandy Beach, Gaspé	Société québécoise des infrastructures	296,14	73 734,72 \$
170, rue de l'Hôtel de Ville, Gatineau	Société québécoise des infrastructures	816,91	231 915,48 \$
530, rue Notre-Dame, Joliette	Le 530 rue Notre-Dame SEC	1 192,24	340 759,08 \$
2800, boul. Saint-Martin Ouest, Laval	Société québécoise des infrastructures	699,93	190 611,60 \$
1200, boul. Alphonse-Desjardins, Lévis	12361698 Canada inc	771,80	173 960,40 \$
150, place Charles-Le Moyne, Longueuil	Université de Sherbrooke	11 08,00	325 660,08 \$
500, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	Édifice 500 René-Lévesque Ouest inc. - Alfid	7 862,13	3 594 304,80 \$
122, boul. Perron Ouest, New-Richmond	3476847 Canada inc.	284,55	62 418,12 \$
900, place d'Youville, 7 ^e étage, Québec	Whiterock 900 d'Youville inc.	3 654,52	987 526,80 \$
900, boul. René-Lévesque Est, Québec	9292-6369 Québec inc.	2 431,45	923 377,32 \$
2, rue Saint-Germain Est,	Gestion M.B.S. inc.	555,62	133 502,64 \$

Rimouski			
125, rue Jacques-Athanase, Rivière-du-Loup	Société québécoise des infrastructures	182,25	40 174,44 \$
1, rue du Terminus Est, Rouyn-Noranda	Gestion Multi-Baux inc.	354,11	101 476,80 \$
3225, rue Cusson, Saint-Hyacinthe	Beauward Immobilier inc.	801,22	189 264,36 \$
315, rue MacDonald, Saint-Jean-sur-Richelieu	BTB Fiducie d'acquisitions et d'exploitation	813,89	171 460,92 \$
500, boul. des Laurentides, Saint-Jérôme	Investissements Galeries des Laurentides Ltée	1 007,96	222 904,32 \$
83, rue Sainte-Cécile, Salaberry-de-Valleyfield	7329911 Canada inc.	700,07	193 195,08 \$
128, rue Régnauld, Sept-Îles	2553-0676 Québec inc.	338,78	72 908,04 \$
3330. rue King Ouest, Sherbrooke	Groupe TVA inc.	685,66	123 652,68 \$
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	Société québécoise des infrastructures	714,58	144 169,44 \$
689, 3 ^e Avenue, Val-d'Or	Arduro ltée	101,78	23 005,56 \$

d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les travaux visés;

Un montant de 7 399 901,31 \$ pour l'aménagement des bureaux situés au 500, boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal pour 2022-2023.

e) la durée du bail;

Le Tribunal ne signe aucun bail. C'est la SQI qui est détentrice et signataire de l'ensemble des baux, et le Tribunal signe des ententes d'occupation directement avec cette dernière.

g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Nous vous référons à la réponse de la sous-question e).

Les sous-questions **h)**, **i)**, **j)**, et **k)** ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27) : www.tat.gouv.qc.ca.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG16

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Le TAT n'avait aucun actif immobilier excédentaire inoccupé en 2022-2023.

SOURCE : Direction générale des services administratifs du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

SOURCE : Service des ressources matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG20

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, aucun membre du personnel du TAT n'était hors structure.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun membre du personnel du TAT n'était dans cette situation entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Voici les détails relatifs aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc., et ce, pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023. Le nom des fournisseurs n'est pas mentionné puisque le TAT transige directement avec les éditeurs de périodiques ou les producteurs de bases de données. Le Tribunal n'utilise pas les services d'agences intermédiaires.

La sous-question **d)** ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

TITRE DU DOCUMENT	COÛT (\$)
Accès à l'information et protection des renseignements personnels : principes généraux et contentieux (SST-QUE)	299
Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (DSJ, RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	1 443
ADR Forum : The Canadian Journal of Dispute Resolution (Internet)	768
AMA Guides Newsletter [En ligne] (SST-MTL)	850
Annals of Work Exposures and Health (Internet) + Occupational Medicine Print and Online	5 616
Archives des maladies professionnelles et de l'environnement (SST-MTL)	1 237
Assurance-automobile au Québec : indemnisation du dommage corporel (SST-QUE)	268
Attorney's Dictionary of Medicine (SST-MTL)	1 156
Cahiers de droit (Les) (Internet)	159
Canadian Current Law. Canadian Legal Literature + Legislation (2 titres) (SST-MTL)	- 238*
Canadian Employment Safety and Health Guide et e-bulletin (SST-MTL)	5 727
Canadian Labour and Employment Law Journal = Revue canadienne de droit du travail et de l'emploi (SST-MTL)	306
Charte canadienne des droits et libertés annotée et commentée (RT-MTL) – Paiement 2021 en retard et 2023	3 925
Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême (SST-MTL et SST-QUE)	447

Chicago Manual of Style Online	43
Clarke's Canada Industrial Relations Board (SST-MTL)	1 130
Code civil Québec = Quebec Civil Code (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 1 ex. en région)	630
Code criminel (SST-MTL et SST-QUE)	210
Code de procédure civile annoté et commentaires de la ministre de la justice (SST-MTL et SST-QUE)	324
Code de procédure civile du Québec (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	525
Code municipal et lois connexes (RT-QUE)	105
Congédiement en droit québécois en matière de contrat individuel de travail (3 ex. : RT-MTL, 2 ex. : RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et Internet)	2 278
Contrat des organismes publics québécois (SST-QUE)	0**
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (SST-QUE et Internet)	0**
Droit de la santé : lois et règlements (SST-MTL et Internet)	348
Droit municipal : principes généraux et contentieux (RT-MTL)	4 027
Droits de la personne et les relations du travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	472
E-CPS (Compendium des produits pharmaceutiques et spécialités) (Internet)	459
Employer's Health and Safety Manual (Ontario) (SST-MTL)	672
Employer's Guide to Ontario Workplace Safety and Insurance (SST-MTL)	552
Employment Law in Canada (SST-MTL)	5 039
Encyclopédie médico-chirurgicale : appareil locomoteur, neurologie, pathologie professionnelle et de l'environnement, pneumologie, psychiatrie (regroupe 5 titres) (SST-MTL)	1 588
Formulaire de procédure civile (SST-MTL, DSJ, SST-QUE, RT-QUE)	200
Frais de justice : législation annotée (SST-QUE)	324
Gestion : revue internationale de gestion (SST-MTL)	53
Gestion plus Info-Employeur (SST-MTL et Internet)	180
Journal quotidien du lundi au samedi (Estrie) : La Tribune	174
Journal of Bone and Joint Surgery. American Volume (Internet)	1 635
Journal of Occupational and Environmental Hygiene (SST-MTL et Internet)	2 575
Journal of Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE)	0**
Labour Relations Board Remedies in Canada (RT-MTL et RT-QUE)	1 876
Lancet (SST-MTL)	377
Loi sur les cités et villes et lois connexes (RT-QUE)	105
Lois du travail (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 1 ex. en région)	735
McGill Law Journal = Revue de droit de McGill (SST-MTL)	90
Médecin du Québec (SST-MTL)	200
Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, 2e éd. (RT-MTL, RT-QUE)	828
New England Journal of Medicine (Internet)	0**

Occupational Medicine (SST-QUE et Internet) Voir Annals of Work Exposures and Health (Internet)	0**
Occupational Safety and Health Law (SST-MTL)	123
Ontario Health & Safety Law (SST-MTL)	2 546
Le Petit Robert en ligne	0**
Practice and Procedure before Administrative Tribunals (SST-MTL et SST-QUE)	23 740
Profession santé (SST-MTL)	148
Rapports individuels et collectifs du travail (RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	471
Relations de travail (RT-MTL)	2 782
Les relations de travail au Québec (public et privé) ((RT-MTL, RT-QUE et Internet)	1 085
Relations industrielles (Internet)	0**
Remedies in Labour, Employment and Human Rights Law (SST-MTL et SST-QUE)	8 052
Revue d'arbitrage et de médiation (SST-MTL)	0
Revue de droit RDUS (SST-MTL)	141
Revue française du dommage corporel (SST-QUE)	326
Revue juridique Thémis (SST-MTL)	65
Santé et sécurité du travail (Jurisclasseur) (SST-MTL et SST-QUE)	807
Scandinavian Journal of Work Environment and Health (SST-MTL)	516
Société par actions au Québec (RT-MTL et RT-QUE)	575
Spine (SST-MTL)	9 161
Spine Journal (SST-MTL) 2 ans	2 149
Supreme Court Law Review (SST-MTL)	1 355
Tableau des modifications et index sommaire (RT- MTL, SST-MTL et Internet)	112
Trade Union Law in Canada (RT-MTL)	2 326
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législations annotées (RT-QUE, SST-MTL et SST- QUE)	0**
WHMIS Compliance Manual (SST-MTL)	768
Work and Stress (SST-MTL et Internet)	1 841
TOTAL	108 806

*Remboursement pour l'annulation d'un titre par l'éditeur.

** Facturation à venir.

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) :

TITRE DU SITE	COÛT (\$)
Labour Spectrum Classic (base de données)	4 194
Law Source (base de données)	1 800
Quicklaw (base de données)	5 651
Repères (base de données)	110
UpToDate (base de données)	1 842
TOTAL	13 597
GRAND TOTAL	122 403

SOURCE : Service des ressources documentaires

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG25

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le TAT ne possède aucun abonnement pour quelconque activité.

Le TAT n'a fait la réservation d'aucune loge pour quelconque activité.

Le TAT n'est membre d'aucun club privé ou autres.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

a) le nom du site Web : www.tat.gouv.qc.ca

b) le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Libéo

c) les coûts de construction du site :

Aucun coût n'a été déboursé en 2022-2023. Le site est en ligne depuis le 13 décembre 2017 et n'a pas été refait depuis. Toutefois, les mises à jour du système de gestion de contenu Typo3 ont été faites.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 4 832 \$

Entretien : 8 080 \$

Mise à jour : 52 107 \$

e) les coûts de modernisation ou de refonte :

Aucun

g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines : 678,40 \$

Les sous-questions **f)**, **h)** et **i)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

- a) **le nom du site Web** : topo.tat.gouv.qc.ca
- b) **le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site** : Infoglobe (Libéo)
- c) **les coûts de construction du site** :
Aucun coût n'a été déboursé en 2022-2023
- d) **les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
Inclus avec le site tat.gouv.qc.ca
- e) **les coûts de modernisation ou de refonte** :
Sans objet
- g) **les coûts liés à la réservation de noms de domaines** :
Les coûts sont inclus dans ceux du site www.tat.gouv.qc.ca

Les sous-questions **f)**, **h)** et **i)** ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage
COLLABORATION : Service des communications
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG27

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, aucune dépense n'a été effectuée à ce chapitre.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG33

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en 2022-2023.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, un montant de 31 962,00 \$ a été versé à titre de primes ou bonis.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.

Catégorie d'emploi	Montant
Membres (juges administratifs)	1 016 368,00 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

- a) La dépense totale (opération et capital) :

4 803 649 \$

- b) Les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

- c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

La réponse aux sous-questions **d)** et **e)** sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG42

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations :

	01-04-2022 au 28-02-2023
Montant total octroyé	319 881 \$

b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

Barreau du Québec
Collège des médecins

c) Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

191 personnes.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG43

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Le Tribunal administratif du travail n'a fait aucun sondage ou enquête d'opinion auprès de la clientèle externe au cours de l'exercice.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG44

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur internet et les médias sociaux et le montant.

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant :

Aucune dépense.

- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant :

Aucune dépense.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG46

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG47

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure:

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

Pour 2022-2023, il n'y a aucun poste budgétaire spécifique de prévu pour la mise en œuvre des mesures incluses au plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

L'ensemble des mesures ont été réalisées à même le budget de fonctionnement du TAT.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du Tribunal administratif du travail.

<https://www.tat.gouv.qc.ca/le-tribunal/publications-et-documents>

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 15 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG48

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure:

h) Plan d'action de développement durable.

Pour 2022-2023, il n'y a aucun poste budgétaire spécifique de prévu pour la mise en œuvre des mesures incluses au plan d'action de développement durable.

L'ensemble des mesures ont été réalisées à même le budget de fonctionnement du TAT.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du Tribunal administratif du travail.

<https://www.tat.gouv.qc.ca/le-tribunal/publications-et-documents>

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 15 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG51

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante:

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG52

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, le montant de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail est de 1 996 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG53

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

- a) Le Tribunal a investi 4 781 \$ pour son programme d'aide aux employés (PAE) pour la période de référence.
- b) Cette sous-question ne semble pas pertinence à l'étude des crédits.
- c) Aucune somme dépensée en ressources externes en la matière.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés sur le site Internet du Tribunal administratif du travail : <https://www.tat.gouv.qc.ca/menu-pied-de-page/acces-a-linformation>

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction des ressources financières

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 7 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG56

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectués;
- c) rémunération totale déboursée.

Du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

- a) nombre de stagiaires reçus;

19 stagiaires

- b) heures de stages effectués;

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits;

- c) rémunération totale déboursée.

131 581 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 9 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG64

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG68

Pour 2022-2023, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG69

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, 4 comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministre de Conseil exécutif pour des comités de sélection ou pour examiner le renouvellement du mandat de certains membres (juges administratifs). Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Nom	Honoraires	Frais de déplacement
Bélanger, Louise	1 517 \$	S.O.
Demers, Isabelle	286 \$	S.O.
Drouin, Renée-Claude	1 600 \$	S.O.
Grenier, Hélène	1 419 \$	S.O.
Diawara, Karounga	400 \$	S.O.
Lapointe, Daniel	942 \$	S.O.
Leclerc, Jeanne	1 928 \$	S.O.
Lynch, France	990 \$	S.O.
Morin, Sophie	1 400 \$	S.O.
Tremblay-Potvin, Charles	1 800 \$	S.O.
Trudeau, Gilles	400 \$	262 \$
Total	12 682 \$	262 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 24 mars 2023